MULTIPARTISME : VECTEUR DE LA VIOLENCE POLITIQUE EN CÔTE D'IVOIRE DE 1990 À 2011

Mamadou BAMBA
Université Alassane OUATTARA, Bouaké
Côte d'Ivoire
&
Bi Youan Firmin IRIÉ
Université Alassane OUATTARA, Bouaké
Côte d'Ivoire

Reçu : 05/07/2026 **Évalué** :13/07/2026 **Publié** : 02/11/2026

Résumé : Réputée pour sa stabilité politique, la Côte d'Ivoire aborde la transition démocratique dans les pires conditions qui soient. Confortées par l'évolution de l'environnement international qui fait la promotion de la démocratie et des droits de l'homme, les demandes populaires conduisent à la réinstauration du multipartisme en 1990. Cependant, mal préparé à relever le défi de l'ouverture politique, cet havre de paix ne peut éviter la transition démocratique chaotique avec des violences de toutes sortes mettant en branle les populations qui vivaient en harmonie. Cette violence politique atteint son paroxysme en 2011 suite aux élections présidentielles de 2010 qui ont plongé le pays dans une crise postélectorale faisant ainsi plusieurs pertes en vies humaines et matériels.

La présente étude vise à présenter la scène politique ivoirienne à l'ère du multipartisme. La collecte de données s'est effectuée à partir de recoupement d'informations et l'exploitation de sources orales, d'archives et imprimées. L'analyse de ces données s'est faite à partir de la méthode historique qui consiste à sélectionner les faits majeurs au détriment d'autres moins importants, de sorte à parvenir à des faits historiques fiables. Ainsi, il ressort de cette étude que la réinstauration du pluralisme politique a donné une allure plus agitée à la scène politique ivoirienne à cause de sa mauvaise utilisation.

Mots clés : Violence politique, multipartisme, stabilité politique, réinstauration, démocratie.

MULTIPARTY SYSTEM : VECTOR OF POLITICAL VIOLENCE IN CÔTE D'IVOIRE FROM 1990 TO 2011

Abstract : Known for its political stability, Ivory Coast faces the democratic transition in the worst possible conditions. Boosted by changes in the international environment promoting democracy and human rights, popular demands led to the reintroduction of multiparty politics in 1990. However, ill-prepared to tackle the challenge of political openness, this haven of peace couldn't avoid a chaotic democratic transition, with all kinds of violence affecting people who had been living in harmony. This political violence peaked in 2011 following the 2010 presidential elections, plunging the country into a post-election crisis that caused numerous human and material losses.

This study aims to present the Ivorian political scene in the era of multiparty politics. Data collection was carried out on the basis of cross-checking of

information and the use of oral, archival and printed sources. The analysis of these data was carried out on the basis of the historical method, which consists of selecting the major facts to the detriment of others less important, in order to arrive at reliable historical facts. Thus, it emerges from this study that the re-establishment of political pluralism has given a more turbulent appearance to the Ivorian political scene because of its misuse.
Keywords : Political violence, multi-party system, political stability, re-establishment, democracy.

Introduction

L'Afrique des trois premières décennies de la période post indépendance a été celle des partis uniques. Cette configuration varie d'un pays à un autre, mais elle repose sur le même principe qui est de faire du peuple une grande famille au sein de laquelle se gèrent tous les intérêts et éventuelles contradictions des peuples.

Pour le faire, certains États ont inscrit le monopartisme dans leur constitution. Ce qui ne fut pas le cas de la Côte d'Ivoire où le pluralisme politique figure dans la constitution. C'est ainsi qu'après trente années de quiétude et de bon vivre sous le parti unique, le pays fait un retour forcé au multipartisme en 1990 (N.Kouamé, 2019: 6). Cette rupture née des revendications sociales et politiques ouvre la voie de la conquête du pouvoir d'État à tous les citoyens qui ont la capacité de gouverner. Ce qui ne peut se faire sans l'usage de la force sur la scène politique ivoirienne (F.Irié, 2025: 89). Alors, le multipartisme qui aurait dû offrir des alternatives de solutions aux problèmes des populations, va être la source introductive de la violence dans le champ politique ivoirien. Cette violence atteint son paroxysme en 2011 avec la crise post-électorale qui a endeuillé plusieurs foyers ivoiriens.

Face à cette situation, il est important de se poser la question suivante : comment le multipartisme est-il devenu la source de la violence politique en Côte d'Ivoire ? De cette question centrale découlent ces questions : dans quel contexte le pluralisme politique a-t-il été réinstauré ? Quelles sont les caractéristiques de la vie politique ivoirienne à l'ère de ce phénomène politique ? Pour mener cette étude, nous avons opté pour une méthodologie qui consiste en la collecte des informations en exploitant des sources orales et écrites. La méthode historique qui consiste à sélectionner les faits majeurs au détriment d'autres moins importants, nous a permis de parvenir à des faits historiques fiables. Ainsi, l'objet assigné à cette étude consiste à présenter la scène politique ivoirienne à l'ère du multipartisme.

Pour cela, deux centres d'intérêts constituent la trame de cette étude. Le premier passe en revue les circonstances dans lesquelles s'est fait le retour à l'ouverture du débat politique. Le second met en lumière les caractéristiques de la vie politique Ivoirienne sous le multipartisme.

1. Le contexte de la réinstauration du multipartisme

Considéré comme un régime politique où la liberté d'association permet à plus de deux partis de participer aux débats politiques, le multipartisme a été renoué en Côte d'Ivoire à un moment difficile de son histoire. Ce qui se situe à plusieurs niveaux.

1.1. Au niveau économique

Autant l'indépendance a ses avantages, autant elle a des inconvénients. La côte d'Ivoire, jeune État indépendant le 07 décembre 1960, est riche du fait de l'exploitation de ses principales matières premières que sont le cacao, le café et le bois. Ainsi, son

Produit National Brute (PNB) passe de 186 dollars en 1960 à 1045 dollars en 1980 (P.Kipré, 2005 : 233).

Cette prospérité économique ne sera d'une courte durée. Car la mauvaise gestion et la surfacturation dans les sociétés à capitaux publics et le libre-service des agents de l'État font surface. En outre, les détournements de fonds et la gabegie semblent être tolérés par le Président Houphouët. Cela, par manque de contrôle total du pouvoir exécutif. Ce qui se justifie à travers ces propos du Président Houphouët : « O ne regarde pas dans la bouche de celui qui grille l'arachide» (T.Hofnung, 2013: 123).

Toute cette situation de mauvaise gouvernance conduit le pays dans une crise économique sans précédent. En effet, depuis 1980 le pays traverse une crise économique. Reposant sur la culture de cacao, de café et sur certaines ressources minières, l'économie de la Côte d'Ivoire va connaitre une innovation majeure. En effet, vers la fin des années 1970, le coût du cacao chute à cause de nouveaux concurrents Asiatiques[1]. Le second choc pétrolier en 1979, avec l'augmentation mécanique du cours du dollar, ont renchéri le service d'une dette qui a explosé en quelques années. Ainsi, Abidjan a de plus en plus du mal à rembourser ses créanciers. En1981, le pays est dans l'incapacité d'honorer ses dettes et doit se tourner vers les institutions financières internationales. L'État se voit donc contraint d'appliquer les exigences du Fonds Monétaire International (FMI) : les plans d'ajustement structurel (PAS). En 1987, Abidjan se déclare insolvable. L'État sabre dans ses budgets sociaux et limite le suremploi dans les administrations. On assiste aussi à des abattements sur les salaires allant de 15 à 50% (T.Hofnung, 2013: 125). Au même moment, le secteur du cacao connait une crise inouïe. Face à l'effondrement des coûts sur le marché international, le « vieux », taraudé par un fort ressentiment à l'égard des « spéculateurs de Londres[2]», appelle à la mobilisation générale contre les multinationales du chocolat et lance son pays dans la ‘’guerre du cacao’’. Il décrète en vain un embargo sur la vente du cacao dans l'espoir de provoquer la remontée des prix (M.Bamba, 2018 : 12).

Les importateurs se tournent alors vers d'autres fournisseurs[3]. Ainsi, « une partie du cacao non vendue pourrit dans les entrepôts en Côte d'Ivoire. De 1988 à 1989, le pays connait une perte sèche estimée à plus de 300.000 T de cacao» (J-N.Loucou, 1992: 97).

Ce naufrage économique va provoquer une agitation sociale et politique qui se traduit par des manifestations dans les rues d'Abidjan et dans plusieurs grandes villes du pays où les manifestants réclament l'avènement d'un État de droit avec le départ du pouvoir d'Houphouët.

1.2. Au niveau social

La crise économique qui débute en 1980, devient sociale. En effet, comme le disait le Président Houphouët-Boigny, « un homme qui a faim n'est pas un homme libre ». Ainsi, les ivoiriens ayant consenti assez de sacrifices (les abattements sur les salaires, la mévente des produits agricoles) pour endiguer la crise qui mine leur économie, prennent les rues pour se faire entendre par le pouvoir. Ainsi, dans les rues, les manifestants criaient « Houphouët voleur, Houphouët corrompu, Houphouët démission ! » (T.Koui, 2010: 77).

[1] Ce sont la Malaisie et l'Indonésie.
[2] Siège du marché des matières premières.
[3] Ghana et Malaisie.

Ces manifestants issus en grande partie des jeunes élèves et étudiants et même des fonctionnaires ne voulaient plus d'Houphouët à la tête du pays. Pour se faire entendre, ils brulent des véhicules et pillent des magasins sur leur passage[4]. Ils en avaient mare de la gestion sans partage du Président Houphouët et désormais presque toute la société ivoirienne est décidée à œuvrer pour le changement. Cette situation de manifestation va perdurer jusqu'en 1990 avec l'ouverture politique. Au-delà de la société, nous avons le niveau politique.

1.3. Au plan politique

À ce niveau, il faut noter que les manifestations sociales étaient pour la plupart soutenues par les hommes politiques qui travaillaient dans l'ombre en poussant les populations à plus de révolte. Ainsi, en cette période de vache maigre, le règne solitaire du vieil autocrate est de plus en plus contesté, tout comme le régime du parti unique. Malgré ces agitations, Houphouët fait le dos rond. Mais, depuis la « chute du mur de Berlin[5]», sa position est intenable (M.Bamba, 2018 : 10). La France qui est l'ancienne puissance colonisatrice de la Côte d'Ivoire, l'incite à lâcher du lest. Ainsi, lors du sommet franco-africain de la Baule[6], le président François Mitterrand annonce que dorénavant, Paris conditionnera son aide aux progrès accomplis sur la voie de la démocratisation. C'est dans ce contexte difficile que contre son gré, le Président Houphouët consent au retour du multipartisme en Côte d'Ivoire.

Aussi le 30 avril1990, le bureau politique du PDCI-RDA dans un communiqué demande au gouvernement d'autoriser le débat politique en reconnaissant les nouveaux partis qui venaient de voir le jour (H.Sada, 1993 : 21). Le gouvernement accède à cette demande lors du conseil des ministres du 3 mai 1990. La Côte d'Ivoire venait ainsi de renouer avec le multipartisme qu'elle a connu pendant l'époque coloniale (1946-1957). C'est ainsi que des partis politiques qui depuis longtemps se sont constitués dans l'ombre seront reconnus comme l'indique le tableau suivant :

[4] Gbossoh Vincent, entretien du 30 mai 2023

[5]Le 9 novembre 1989, l'ouverture des frontières entre Berlin est et ouest, entraine une foule en liesse sur le mur symbole de la division de l'Allemagne et du monde. Ce qui entraine la démolition du mur. Vécue dans une grande euphorie collective, cette « chute » est un évènement qui a eu un retentissement planétaire. Car après sa chute, la vie politique mondiale connait un nouveau visage. On assiste à la naissance de nouveaux États modifiant la carte du monde qui donne naissance à l'Autriche et la Hongrie avec la dislocation de l'URSS (Union des République Soviétiques et Socialistes), on assiste à l'établissement de nouvelles relations entre les pays du monde.

[6]Le 20 juin 1990, à la Baule, station balnéaire de la côte bretonne, le président François Mittérand réunit les chefs d'État africains et les invite à développer la démocratie dans leur pays à l'image des européens de l'Est qui viennent de s'affranchir de la tutelle communiste. In http://www.google.com.le+dicour+dela+baule§client=new. Consulté le 7/5/2024 à 21h34.

Tableau : **Liste de quelques partis politiques reconnus en 1990 suite au retour du Multipartisme**

Dénominations	Date de reconnaissance	Responsables politiques
1-Front Populaire Ivoirien (FPI)	31 mai 1990	Secrétaire général : Laurent Gbagbo, enseignant-chercheur
2-Parti Ivoirien des Travailleurs (PIT)	31 mai 1990	Secrétaire national : Francis Wodié, professeur de droit
3-Union des Sociaux-Démocrates (USD)	31 mai 1990	Secrétaire général : Bernard Zadi Zaourou, professeur de lettres écrivain
4-Parti Socialiste Ivoirien (PSI)	31 mai 1990	Secrétaire général : Kouakou Mandouadja, ingénieur statisticien
5-Parti Républicain de Côte d'Ivoire (PRCI)	31 mai 1990	Président : Robert Gbaï Tagro, ancien fonctionnaire de l'administration du travail
6-Parti pour le Développement Solidaire (PDS)	31 mai 1990	Président : Mariko Youssouf, expert en économie et en science politique Secrétaire général : Jacques Sonnan ingénieur informaticien
7-Parti National Socialiste (PNS)	31 mai 1990	Président : Raphael Yapi Béda, entrepreneur en commerce
8-Parti Social Démocrate (PSD)	31 mai 1990	Secrétaire général : Vincent Akadjé, exploitant agricole
9-Parti de l'Unité Populaire (PUP)	31 mai 1990	Secrétaire général : Zahi Koua, cadre administration

10-Parti pour la Protection de l'Environnement (PPE)	12 juin 1990	Secrétaire général : Coulibaly Dioba, consultant
11-Parti Liberal de Côte d'Ivoire (PLCI)	12 juin 1990	Secrétaire général : Soumah Yapi, professeur de lycée

Source : Guebi Noël Adjo, 2009: pp.4-5.

Avec la naissance de ces partis politiques suite au retour du multipartisme, la scène politique ivoirienne connaît un autre visage.

2. Les caractéristiques de la vie politique ivoirienne à l'ère du multipartisme

En 1986, le premier Ministre Français, Jacques Chirac, lors d'un séjour en Côte d'Ivoire affirmait que « l'Afrique n'est pas encore mûre pour la démocratie » (N.Kouamé, 2019 : 23). Cette parole a été interprétée de plusieurs manières par les Africains qui la considéraient comme une attitude raciste à leur égard. En Côte d'Ivoire après la réinstauration de ce système politique, l'on assiste à la montée en puissance de la violence sur la scène politique caractérisant désormais cet havre de paix et de stabilité politique et économique de la sous-région ouest-Africaine. Dans cette partie de notre travail, il sera question le mettre l'accent sur les manifestations de rues et les élections présidentielles à l'ère du multipartisme.

2.1. Les mouvements de contestation et leurs répressions

Réinstauré au moment où le pays faisait déjà face à une crise économique qui a entrainé la population dans les rues, le multipartisme a constitué de l'huile sur le feu qui brulait la Côte d'Ivoire. Car avec ce nouveau système politique, on assiste à la naissance de certaines structures de jeunesse comme la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI)[7]. Désormais avec la FESCI, c'est des manifestations généralisées dans des Universités et écoles secondaires partout dans le pays accompagnées d'affrontements entre les partisans de cette nouvelle structure et ceux du mouvement des Élèves et Étudiants de Côte d'Ivoire (MEECI) soupçonné d'avoir des accointances avec le pouvoir en place. Quant à la FESCI, ayant pris le dessus dans les revendications, le pouvoir d'Abidjan n'a de choix que de faire recours à la force. Ainsi, il recrute des loubards pour punir ces jeunes étudiants qui revendiquent à tout moment. Ces derniers sont accompagnés des forces de l'ordre qui sont intervenues en mai 1991, dans la cité universitaire de Yopougon. Ce qui se solde par des morts, de blessés et même de viols[8]. Sous la pression de la population, le président autorise une enquête pour identifier les coupables. Fait étonnant, les enquêtes pointent du doigt le général Robert Gueï, chef d'État-major des armées. Cependant, le président refuse de le sanctionner en disant : « Quand le couteau blesse, vous ne le jetez pas, vous essuyez le sang et vous le remettez à la maison» (M.Kangah, 2009: 231). Cela pour dire que le général ne sera pas puni des actes commis.

En plus des élèves et étudiants, il ya aussi des manifestations politiques contre le régime en place qui sont réprimées dans le sang. En effet, ayant le champ libre, le général Robert Gueï réprime encore dans le sang en février 1992 une manifestation de

[7] Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire née en avril 1990 avec pour premier secrétaire général Martial Joseph AHIPEAUD, Enseignant-Chercheur à l'université de Bouake.
[8] Anonyme, Gendarme à la retraite à Abidjan, entretien du 24 juin 2023 à Abidjan.

l'opposition à l'appel de Gbagbo faisant plusieurs blessés et de nombreuses arrestations dont Laurent Gbagbo et son épouse Simone Gbagbo issus du Front Populaire Ivoirien (FPI) (F.Irié, 2025: 90). Alors les partisans des politiciens incarcérés vont aussi se joindre à ceux qui sont déjà dans les rues pour réclamer la libération de leurs leaders politiques.

Outre ces manifestations sanglantes, le multipartisme va aussi se sentir dans les différentes échéances électorales en Côte d'Ivoire.

2.2. Les élections présidentielles à l'ère du multipartisme

La réinstauration du multipartisme donne lieu à une première élection présidentielle discutée en Côte d'Ivoire depuis l'indépendance.

2.2.1. La présidentielle de 1990

Sorti de la clandestinité, le Front Populaire Ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo rejoint les trois autres partis de gauche, le Parti Ivoirien des Travailleurs (PIT), l'Union des Sociaux-démocrates (USD) et le Parti Socialiste Ivoirien (PSI) pour former une coordination de partis de gauche, annonçant ainsi un processus d'unification. Mais toute la coordination, réclame la mise en place d'un ''gouvernement de transition'', un code électoral plus démocratique permettant non seulement le rééquilibrage des circonscriptions, mais surtout un contrôle indépendant dans la mesure où le cadre du parti unique a jusque-là biaisé volontairement tous les scrutins[9]. Ces revendications sont accompagnées de nombreuses marches, de virulentes campagnes de presse et de menaces à l'endroit de l'autorité de l'État. Cependant, alors qu'aucune de ces revendications n'a trouvé début de solutions, à la clôture de son premier congrès ordinaire, le FPI annonce sans aucune concertation préalable avec ses partenaires qu'il ira aux élections générales ''sans condition'' et proclame par la même occasion la candidature de son Secrétaire Général Laurent Gbagbo à l'élection présidentielle !

Ainsi, pour la première fois dans sa jeune histoire postcoloniale, la scène politique voit deux candidats s'affronter à une élection présidentielle, Houphouët-Boigny pour le PDCI-RDA et Laurent Gbagbo pour l'opposition. Alors seul contre tous, Houphouët ne veut pas se laisser déposséder du pouvoir. Ainsi, il entend conduire la transition démocratique jusqu'à l'organisation des élections aux conditions qu'il lui plaira d'imposer. Alors, il rejette toujours toutes les revendications de l'opposition et lui ferme l'accès aux médias d'État (P.Kipré, 2005 : 126). On assiste ainsi à des arrestations des membres de l'opposition. Pendant ce temps les marches et manifestations sont réprimées dans le sang par les forces de l'ordre. « Le climat politique est donc délétère et c'est dans un environnement conflictuel que se déroulent les élections d'octobre 1990 ». Malgré cela, le « vieux » est réélu avec une confortable avance de 82% sur son opposant Laurent Gbagbo qui a pu réunir 18% des suffrages exprimés (K.Yao, 2013 : 16).

L'opposition crie à la fraude et dénonce des manœuvres antidémocratiques du PDCI-RDA et décide de contraindre le pouvoir à plus d'ouverture et de transparence. Devant cette agitation, le pouvoir ne se laisse pas impressionner. Le pouvoir revient ainsi aux mains du président Houphouët pour la énième fois. Investi, il a toujours la gestion du pouvoir en main face à une opposition désormais déterminée. Les ivoiriens venaient alors de vivre pour la première fois de leur histoire une présidentielle émaillé

[9] Gbossoh Vincent, entretien du 30 Mai 2023 à Bouaflé.

de violences sans précédent sur leur scène politique depuis les indépendances. Cela, grâce à l'ouverture du débat politique. Cette violence va prendre d'autres allures avec les élections de 1995.

2.2.2. Le scrutin présidentiel de 1995

Après plusieurs temps de contestation par l'opposition contre le nouveau code électoral, les élections présidentielles finissent à avoir lieu. Comme en 1990, ce sont deux candidats qui s'affronteront donc le 22 Octobre 1995 pour les présidentielles. Il s'agit du Président sortant Henri Konan Bédié, 63 ans, investi par le PDCI-RDA et de Monsieur Francis Wodie, 59 ans, du Parti Ivoirien des Travailleurs (PIT). Le président Bédié pour la crédibilité de ces élections propose l'utilisation d'urnes semi-transparentes, l'emploi d'une encre indélébile pour éliminer les votes multiples, et la multiplication des copies des procès-verbaux. Cette mesure prise par le pouvoir afin de garantir la crédibilité des élections est trouvée insuffisante par l'opposition organisé au sein du front républicain. Ce qui est rejeté par le pouvoir et plus grave, la cour constitutionnelle rejette la candidature du leader du Rassemblement Des Républicains (RDR), Alassane Ouattara pour cause de "nationalité douteuse''. Alors l'opposition décide de « boycotter activement ces élections» (T.Hofnung, 2013: 91-95). Il s'agit pour elle de passer à tabac tous les électeurs ayant violé les consignes de boycott, de l'utilisation d'armes à feu, de destruction d'urnes, d'agressions physiques sur les observateurs électoraux, de dressages de barrages de fortune ou encore d'actes d'intimidation à l'encontre des partisans du parti au pouvoir.

Pour endiguer ces nombreuses manifestations contre la tenue des élections, le président demande au chef d'État-major des armées, le général Robert Gueï, d'imposer une répression sans pitié aux manifestants, ce qui est rejeté par ce dernier. Ainsi, il se voit demi de son poste de Chef d'État-major des Armées et sera remplacé par le vice-amiral, Lassana Timité[10].Toutes ces agitations de l'opposition n'affectent pas la tenue des élections qui donnent une large victoire au candidat du PDCI, Henri Konan Bédié avec 97% des suffrages exprimés sur son challenger du PIT, Francis Wodie qui gagne à peine 3% des voix (M.Kangah, 2009 : 231). Le président Bédié légitime de cette façon son élection à la tête du pays. Ce qui fait place à la présidentielle de 2000.

2.2.3. La présidentielle de 2000

Le 24 décembre 1999, le général Gueï Robert renverse parun coup d'Etat le Président Bédié et s'installe pour organiser l'élection présidentielle de 2000. Pour le faire, il choisit les couleurs du PDCI comme parti pour ces élections mais cela lui sera refusé par le parti qui le considère comme leur source de malheur et de départ du pouvoir. Étant ainsi isolé, il n'a de choix que de créer son propre parti, Union pour la Démocratie et la Paix en Côte d'Ivoire (UDPCI) (M.Ahipeaud, 2009 : 187).

Le 6 octobre, le président de la cour suprême, Tia Kone[11], rend son verdict en directe à la télévision nationale, pendant deux heures. Il explique pourquoi les douze des dix-sept candidats sont exclus du scrutin. Parmi ces recalés, nous avons l'ancien Premier ministre Alassane Ouattara pour nationalité douteuse et l'ancien président Henri Konan Bédié pour une question de santé. C'est ainsi que lors d'une tournée du

[10] Chef d'État-major des armées de 1995 à 1999 sous le président Bédié.
[11] Conseiller juridique spécial du président Robert Gueï.

24 Septembre 2000, Alassane Ouattara affirme : « On refuse ma candidature à la présidentielle parce que je suis du nord et musulman[12] ». Alors, les élections se feront entre deux grands hommes, Robert Gueï et Laurent Gbagbo. Ainsi, le 22 octobre 2000, les élections tant attendues, se déroulent dans un calme sans pareil. Le chef de la junte est tout confiant de les remporter. Certains électeurs se sont abstenus du vote, car leur candidat a été recalé[13]. Par contre, d'autres du PDCI ont préféré le candidat socialiste qui durant la campagne a promis chasser le balayeur du pouvoir. D'autres du RDR l'ont aussi choisi, se référant à son soutien de 1995 où ils ont formé le front républicain (G.Soro, 2005 : 77-79). Face à ces constats de soutien à son adversaire, Gueï suspend le dépouillement en s'appuyant sur ses soldats. Le 24 octobre, le ministre de l'intérieur, Boka Yapi, annonce la victoire de son chef et décrète un couvre-feu et l'état d'urgence. Profitant de l'occasion, Laurent Gbagbo fait une déclaration sur les ondes de la Radio France Internationale (RFI) en ces mots :

> Dès à présent, c'est moi le chef de l'État de Côte d'Ivoire. Je déclare dissout le gouvernement de transition. Je demande à tous les patriotes ivoiriens de descendre dans les rues dans toutes les villes et quartiers jusqu'à ce que Gueï recule[14].

Il fait enregistrer aussi une vidéo qui est transmise à certains responsables de la Radio Télévision Ivoirienne (RTI) proches de son parti[15]. Quelques minutes après ces différentes déclarations de Gbagbo, plusieurs milliers de civils répondent à l'appel en prenant d'assaut les rues d'Abidjan et de certaines villes de l'intérieur du pays.

Au même moment, Robert Gueï tient une conférence de presse où il dénonce des tricheries électorales dans certains centres de vote comme Yopougon, Treichville, Koumassi, Bouaké pour ne citer que ceux-là[16]. Cette mobilisation de la population civile est suivie d'une portion de l'armée et de la Gendarmerie qui se rangent du côté du nouveau président en prenant la présidence en otage. Pendant ce temps, les soldats du sergent Boka Yapi, l'homme fort du général tire à balles réelles sur des manifestants, faisant plusieurs victimes. Ainsi, face à la foule et l'armée déterminées à installer Laurent Gbagbo, le Général Gueï n'a qu'un seul choix, celui de quitter Abidjan par hélicoptère pour atterrir dans le camp du ‘'prophète Papa nouveau'' avant de rejoindre son village natal après (G.Soro, 2005 : 23).

Le 26 octobre 2000, Laurent Gbagbo prête serment et à ce moment, une émeute éclate entre partisans du FPI et ceux de l'opposition, RDR et PDCI à Yopougon. À la fin de cet affrontement, un charnier est découvert à Yopougon, un quartier d'Abidjan qui est favorable à Laurent Gbagbo (M.Ahipeaud, 2009 : 187). Ce recours à la force sur le champ politique atteint son point culminant avec les élections présidentielles de 2010.

[12] New-Abidjan.net › article › tournée- dans le Denguélé et le Bafing. Consulté le 16/7/2023 à 15h45.
[13] Il s'agit de Serge Danily, Brou Amessan, Issa Sangare et bien d'autres.
[14] Laurent Gbagbo, appel historique du 24 octobre 2000 sur RFI. Sur www. Rfi.fr-les archives d'Afrique d'Alain Foca. Consulté le 17/10/2024 à 1h20.
[15] Laciné Sangaré, entretien du 14 Décembre 2023.
[16] Robert Gueï face à la presse le 24 décembre 2000. Disponible sur Youtoub, la voix de la Côte d'Ivoire. Consulté le 21 Septembre 2022 à 17h04.

2.2.4. Les élections présidentielles de 2010

Les élections de 2010 se sont déroulées en deux tours, le premier tour et le deuxième tour.

2.2.4.1. Le premier tour

Reportées à plusieurs reprises, les élections présidentielles ont finalement lieu en 2010. Elles correspondent aux exigences de la communauté internationale. Tout le monde voit en ces élections l'avènement d'une nouvelle ère. Ainsi, la commission électorale indépendante (CEI), qui est l'organe chargé d'organiser ces élections fixe la date de démarrage de la campagne électorale le 15 octobre 2010[17]. À cet effet, sur vingt déclarations de candidature enregistrées par le conseil constitutionnel, sauf quatorze (14) d'entre elles ont été validées. Parmi ces retenues, nous avons Laurent Gbagbo du FPI, Alassane Ouattara du RDR et Konan Bédié du PDCI-RDA.

La campagne de ce premier tour se fait sans violences majeures enregistrées sur toute l'étendue du territoire national. Ainsi, le 31 Octobre 2010 après une campagne que certains n'hésiteront pas à qualifier d'exemplaire, les ivoiriens se rendent massivement aux urnes. Dès l'aube, les queues s'allongent devant les bureaux de vote à travers tout le pays. Le taux de participation est alors de 83%, record de participation jamais atteint sur le continent africain depuis le début du XXIe siècle (N.Kouamé, 2019 : 14). Le scrutin se déroule dans une bonne atmosphère sous les regards de nombreux observateurs nationaux et internationaux et du représentant spécial de l'ONU, Young Jin Choi. Trois jours après la tenue du scrutin, la CEI annonce par la voix de son président[18], les résultats : Laurent Gbagbo arrive en première position avec 38% des suffrages exprimés devant Alassane Ouattara 32% et Konan Bédié 25% (N.Kouamé, 2019 : 14). Bédié est donc éliminé de la course à la présidence. La population qui était sortie massivement pour apporter un changement et le retour de la paix durable, retient son souffle pour le second tour.

2.2.4.2. Le second tour des élections

Le 6 novembre 2010, Paul Yao N'dré[19] certifie les résultats de la CEI et annonce la tenue du second tour le 28 du même mois. Le lendemain, 7 novembre, le président du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP)[20], Henri Konan Bédié et son allié Alassane Ouattara lancent l'appel de Daoukro. Dans cet appel, Bédié exhorte fermement ses partisans, c'est à dire ceux du PDCI-RDA et ceux des autres partis de l'opposition à voter en faveur d'Alassane Ouattara, candidat du RHDP.

Le petit temps de campagne accordé pour le deuxième tour est marqué de violences de toutes sortes. En effet, le nord qui depuis 2002 n'est pas sous les ordres d'Abidjan, malgré les accords de 2007, ne veut pas voir les partisans de Laurent Gbagbo dans leur zone. Trois jours avant le vote, les deux candidats finalistes s'affrontent à la RTI lors

[17] Kouakou Adolphe, entretien du 9 Août 2024.
[18] Youssouf Bakayako, membre du bureau politique du PDCI-RDA, nommé à la tête de cette institution pour la mise en œuvre des accords de Ouagadougou.
[19] Ami et bras droit de Gbagbo, nommé à ce poste car c'est à cette institution que revient le dernier mot concernant le vainqueur des élections.
[20]Le rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) crée le 18 mai 2005 à Paris et qui regorge toute l'opposition politique ivoirienne. Disponible sur http://www.wikipédia.Com. Consulté le 27/2/2024 à 13h54.

d'un débat marqué par la courtoisie où les deux s'appellent réciproquement « cher frère » à la fin du quel, ils s'engagent tous les deux publiquement à respecter le verdict des urnes[21].

Malgré cette bonne volonté apparente des deux hommes politiques à vouloir le bien de leurs concitoyens, des émeutes éclatent dans certaines localités[22] du pays entre les différents partisans. Face à ces incidents qui se rependaient de jour en jour sur tout le territoire, le Gouvernement décrète un couvre-feu à la veille du scrutin. Alors comme au premier tour, ici encore, les ivoiriens sont sortis pour voter, ce qui donna un taux impressionnant de participation de 80%, montrant toujours la volonté du peuple de tourner la page de la violence politique en Côte d'Ivoire (T.Hofnung, 2013: 91-95).

Le 30 novembre, alors que Bamba Yacouba[23] s'apprêtait à proclamer des résultats de certaines localités, deux commissaires[24] de ladite commission lui arrachent les feuilles avant de les déchirer, estimant que ces résultats n'étaient pas bons, et qu'ils sont émaillés de fraudes. Ces désaccords entre les membres de la CEI sur les résultats, empêchent cette institution de donner le verdict provisoire des urnes dans le temps qui lui est imparti. C'est dans cette atmosphère que le 2 décembre, alors que le délai[25] imparti à la CEI a expiré, son président annonce au Golf hôtel, Quartier Général (QG) du candidat Alassane Ouattara, des résultats. Ces résultats placent ce dernier vainqueur de ce scrutin avec 54% des suffrages exprimés et Laurent Gbagbo 48%. Ce qui est très tôt rejeté par le camp présidentiel. Alors que le RHDP fêtait la victoire de leur candidat, le 3 décembre, le conseil constitutionnel invalide les résultats de la CEI et proclame Laurent Gbagbo vainqueur des élections avec 51% des suffrages exprimés. Le 5 décembre 2010, les deux prêtent serment, Laurent Gbagbo devant le conseil constitutionnel et Alassane Ouattara au Golf Hôtel, son QG. De ces contestations et la non reconnaissance de l'autorité des uns par les autres, nait une crise postélectorale faisant plus de 3000 morts (F.Irié, 2025 : 212).

Conclusion

Réinstauré à une période difficile de l'histoire politique de la Côte d'Ivoire, le multipartisme a constitué de l'huile sur le feu qui brulait déjà le jeune État embryonnaire. En effet, avec le retour de ce nouveau vent politique, on assiste à la multiplication des manifestations soutenues et entretenues par des partis politiques d'opposition nés nouvellement. Ce qui n'était pas le cas avant sa réinstauration à l'ère du parti unique où le pouvoir en place pouvait contenir les insurrections de toutes formes et les faire disparaitre. Outre ces violentes manifestations, le multipartisme fait peser de tout son poids depuis sa réinstauration dans la tenue des différentes élections présidentielles en Côte d'Ivoire. Car, depuis les indépendances, le peuple ivoirien n'avait pas encore connu de violence de telle envergure sur sa scène politique si ce n'est qu'après l'ouverture du débat politique en 1990. Cette violence politique introduite par le multipartisme dans le champ politique Ivoirien, laisse des conséquences négatives. Ainsi, la terre d'hospitalité est devenue une terre d'hôpital où à l'approche d'une échéance électorale, les populations sont sur le qui-vive.

---

[21] Face à face des candidats, Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara. Disponible sur http://www.wikipédia.Com. Consulté le 27/2/2024 à 13h41.

[22] Le 15 novembre 2010 au quartier Issia 4, des jeunes Dioula et Bété s'affrontent suite à des disputes entre partisans de Ouattara et de Gbagbo. Le bilan fait état de trois morts dont une femme enceinte.

[23] Porte-parole de la CEI, il est membre du RDR.

[24] Damana Adia Pickas et Etienne Tokpa Vehi, tous deux du FPI.

[25] Un délai de trois jours est accordé à la CEI pour pouvoir proclamer les résultats provisoires des élections. Passé ce délai, la charge revient au conseil constitutionnel.

C'est pourquoi nous nous posons cette question, le parti unique est-il à regretter pour la Côte d'Ivoire ?

1. Sources orales

N° d'ordre	Nom et prénoms	Âge	Fonctions	Objet de l'entretien, date et lieu
1	Anonyme	71 ans	Gendarme à la retraite	Les Forces de Défense et de sécurité (FDS) face aux différentes crises armées. Entretien du 24/6/2023 à sa résidence sise à Abidjan (Abobo-Baoulé).
2	GBOSSOH Vincent,	75 ans	4e vice-président du conseil régional de Bouaflé.	La gestion du pouvoir par le PDCI-RDA à l'ère du multipartisme. Entretient du 30 Mai 2023 à Bouaflé.
3	KOUAKOU Adolphe,	50 ans	Instituteur à Bouaké	Le FPI et sa gestion du pouvoir. Entretien du 9/8/2024 à Bouaké.
4	Laciné Sangaré	82 ans	Comptable à la retraite	La création du RDR. Entretien accordé le 14/12/2020 à Sinfra.

2. Références bibliographiques

AHIPEAUD Martial Joseph, 2009, *Côte d'Ivoire : entre barbarie et démocratie*, les éditions du CERAP, 243p.

BAMBA Mamadou, 2018, « Instabilité politique en Côte d'Ivoire de 1993 à 2011 »,16p.

GUEBI Noël « Relecture relative aux forces politiques et à l'enjeu démocratique en Côte d'Ivoire. » 9p.

HOFNUNG Thomas, 2013, *La crise ivoirienne : de Félix Houphouët BOIGNY à la chute de Laurent Gbagbo*. Abidjan, Frat mat édition, 191p.

IRIÉ Bi Youan Firmin, 2025, *La violence politique en Côte d'Ivoire de 1946 à 2011*, Thèse de Doctorat d'Histoire contemporaine, Université Alassane Ouattara de Bouaké, 390p.

KANGAH Marcelin, 2009, *Le tableau des partis politiques de Côte d'Ivoire : 1946-1990.* Thèse de Doctorat d'Histoire contemporaine, Université de Cocody, Abidjan, 567p.

KOUAME N'guessan, 2019, «Une réflexion récente en Côte d'Ivoire sur le multipartisme et l'ethnicisation de la vie politique : faut-il regretter le parti unique ? » Open books édition, 38p.

KOUI Théophile, 2010*, Multipartisme et idéologie en Côte d'Ivoire, Droite, Centre, Gauche*, Paris, 220p.

LOUCOU Jean-Noël, 1992, *le multipartisme en Côte d'Ivoire*, Neter, Abidjan, 213p.

SADA Hugo, 1993, *les défis de l'après Houphouët*, Paris, 33p.

SORO Guillaume, 2005*, Pourquoi je suis devenu un rebelle, la Côte d'Ivoire au bord du gouffre*, Paris, édition Hachette, 173p.

YAO Kouassi, 2013, « La vie politique en Côte d'Ivoire : de l'instauration du multipartisme à l'accord de Marcoussis (Mai 1990 à Janvier) ». in Rev iv hist. ISSN 1817-5627. 28p